

Six projets solidaires à soutenir en 2023

Aider à lutter contre la désertification en Tunisie, développer la formation à l'énergie solaire à Djibouti, favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, soutenir les petits commerces de femmes en grande précarité en République Démocratique du Congo ou promouvoir le rôle des femmes au sein de l'Église, éduquer à la paix et au développement durable au Burundi : tels sont quelques-uns des projets du Défap que vous pouvez choisir de soutenir à travers l'édition 2023 du carnet de solidarité de l'UEPAL.



Vue du carnet de solidarité 2023 de l'UEPAL © UEPAL

Chaque année, l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois Églises membres du Défap, diffuse son « carnet de solidarité » : une publication mettant en avant des projets humanitaires portés par des partenaires chrétiens, que vous pouvez [consulter ici](#) ou en cliquant sur l'image d'ouverture de cet article. Grâce au formulaire de dons accompagnant ce carnet, il est possible d'apporter son soutien à l'un ou l'autre projet. Cette année, ce sont six projets du Défap qui sont ainsi présentés par l'UEPAL :

Djibouti : Une formation pour développer l'énergie solaire



Panneaux solaires installés par l'EPED à Djibouti © EPED

À Djibouti, l'accès à l'énergie est un problème majeur : le pays doit accroître sa production d'électricité pour se développer, mais il est très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent. Dans un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 », il prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergie renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les panneaux solaires. C'est ce que propose le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante de Djibouti. Il dispose du matériel nécessaire, et a déjà développé une expertise dans l'encadrement et la formation pratique de jeunes actifs grâce à l'expérience du « chantier-école » mise en place lors de la réhabilitation du temple de Djibouti.

Ce projet est également [présenté par le Défap à l'occasion de](#)

[l'édition 2023 de Hope 360](#), événement sportif et festif organisé par le collectif Asah pour promouvoir des projets d'engagement chrétien dans le domaine de la solidarité internationale. [Plus d'informations ici](#).

Burundi : Éduquer à la paix et au développement durable



Enfant au Burundi © Maxpixel.net

Des décennies de conflits et de guerres interethniques ont laissé des traces durables. En dépit de l'Accord de paix et de réconciliation signé en août 2000 à Arusha, les graines de violence demeurent et la méfiance entre communautés empêche de développer le pays, où l'insécurité alimentaire reste chronique.

Le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l'aide du Défap, soutient à Kibati un projet de ferme-école qui vise tout à la fois à éduquer la population, principalement les jeunes, à résoudre les conflits par le

dialogue au lieu de recourir à la violence et aux armes, et à augmenter la production en agro-élevage écologique et le revenu des agriculteurs, à travers des coopératives agro-pastorales. Ce projet est mené en association avec l'Église Baptiste de Kibati, qui le supervise au niveau local.

[Plus d'informations ici.](#)

République centrafricaine : Des jardins pour nourrir Bangui



*Rodolphe Gozegba au travail avec les membres de l'association
A9 © A9*

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Alors que plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, la violence des groupes armés, contre lesquels les autorités sont impuissantes, a contraint en cours d'année la plupart des paysans à abandonner leurs champs. La situation est encore plus difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Si le projet est né dans un contexte d'insécurité persistante du pays et de menaces sur l'approvisionnement de Bangui par des groupes armés, les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

RDC : Renforcer la place de la femme dans les Églises



Remise des diplômes en décembre 2021 aux participants à la formation continue sur « Église et leadership » à l'ULPGL ©

Dans un pays comme la République Démocratique du Congo, les Églises sont des acteurs sociaux majeurs. Elles gèrent des écoles, des hôpitaux, ont une importante action sociale et pallient les défaillances de l'État dans de nombreux domaines. Les Églises protestantes gèrent également nombre d'activités cruciales pour la société congolaise – avec d'autant plus de visibilité que beaucoup d'entre elles sont regroupées au sein d'une même structure, cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération : l'ECC – l'Église du Christ au Congo. Du fait de leur poids au sein de la société, elles ont la capacité de faire évoluer les mentalités ; encore faut-il d'abord qu'elles évoluent elles-mêmes. Mais dans les Églises comme dans le reste de la société congolaise, les femmes restent bien souvent cantonnées à des places subalternes.

L'un des principaux frein au renforcement du rôle des femmes, et à leur accession à des postes d'encadrement au sein de l'ECC, est bien souvent leur manque de formation en théologie. Ce qui est un reflet de la situation de l'ensemble du pays, où les femmes ont un accès plus difficile à l'éducation. Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo. Au sein de la faculté de théologie, seules une quinzaine d'étudiants sont des étudiantes. Le Défap envisage de quasiment doubler ce nombre en proposant une douzaine de bourses, permettant de payer les frais liés aux études d'une douzaine de jeunes femmes.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

RDC : Microcrédits pour femmes en grande précarité



Participantes du projet de microcrédits soutenu par le Défap © Défap

Dans le sud du Kivu, en République démocratique du Congo, les guerres et les épidémies se succèdent depuis de nombreuses décennies. La société est toujours bouleversée par une extrême violence. Dans ce contexte sociopolitique difficile, ce sont les femmes qui assurent la subsistance de leurs familles par de petits travaux et de petits emplois. Ces activités les aident à faire face à la grande pauvreté et aux aléas conséquents de leur marginalisation.

Ce projet de microcrédits pour la création de petites activités génératrices de revenus vise le renforcement des capacités des femmes en grande précarité en vue de leur autonomisation à petite échelle. Ainsi, les moyens pour vivre au quotidien seront assurés grâce à la vente de farine, de poisson, de braise, dans l'objectif de nourrir leurs familles et de scolariser les enfants.

Ce projet, soutenu par le Défap pour la troisième année, avait déjà été présenté lors de la précédente édition de Hope 360 : [plus d'informations ici](#).